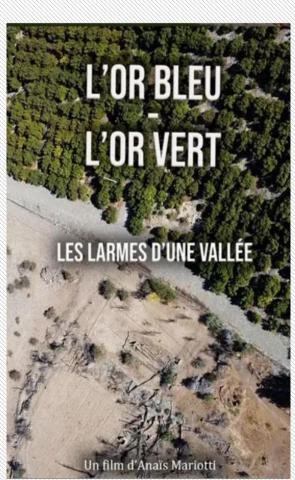
FESTIVAL ALIMENTERRE Notre avenir se joue dans nos assiettes



© Anaïs Mariotti

FICHE FILM

L'or bleu- l'or vert : les larmes d'une vallée

Anaïs Mariotti / 2023/ / 28 min. / Espagnol avec des soustitrages français

AVEC LE SOUTIEN DE:













EN PARTENARIAT AVEC:



























































































ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :

















































SOMMAIRE

SYNOPSIS	4
L'OR BLEU, L'OR VERT : LES LARMES D'UNE VALLEE	
NOTRE AVIS	
INTENTION DE LA REALISATRICE	5
ANAIS MARIOTTI	
SÉQUENÇAGE	
PROTAGONISTES	
POUR ALLER PLUS LOIN	
L'eau au Chili	
Les conflits fonciers et la production d'avocats au Chili	7
L'environnement socio-politique au Chili	8
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	
Profil d'intervenants potentiels	9
Questions pour entrer dans le débat	9
Lien avec les interdépendances Nord/Sud	9
Idées d'animation avant/après la projection	9
Ecueils à éviter	
Fiches thématiques	
Autres ressources	11
RTRI TOGRAPHTE	12

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMEN**TERRE**, le festival ALIMEN**TERRE** est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI a réalisé une fiche de présentation pour chacun des films de la sélection. Cette fiche est à utiliser avec un choix de 16 fiches pédagogiques régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre évènement ALIMEN**TERRE**, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMEN**TERRE** présent sur votre territoire.

SYNOPSIS

L'OR BLEU, L'OR VERT : LES LARMES D'UNE VALLEE

Anaïs Mariotti / 2023/ Anaïs Mariotti / 28 min. / Espagnol avec des sous-titrages français

Accès à l'eau, inégalités, filière de l'avocat, pillage des ressources, privatisation des ressources

Chili

Dans la vallée de Petorca, au Chili, l'avocat domine un paysage devenu aride, remplaçant les cultures traditionnelles par une monoculture intensive. Cette pratique agricole très exigeante en eau entraîne de sévères pénuries chez les ruraux. En plus de voir leurs terres asséchées, ils vivent parfois au rythme des camions citernes, avec un approvisionnement en eau minimal. Ce documentaire donne la parole aux paysans et paysannes, premières victimes de ces politiques ultra-libérales, qui voient leur mode de vie complètement bouleversé. Il nous plonge au cœur de cette vallée, qui témoigne des nombreux conflits environnementaux chiliens, dans l'un des rares pays au monde où l'eau est privatisée.



© Anaïs Mariotti

NOTRE AVIS

L'accès à l'eau, pourtant droit humain fondamental, est menacé par un système néo-libéral et mercantile, ayant de graves conséquences environnementales, économiques et sociales. Ce documentaire montre combien la privatisation de cette ressource naturelle est vitale, marginalise des populations et renforce les inégalités. C'est une très bonne introduction aux enjeux de l'eau. Il peut déboucher sur différents débats sur la thématique de la gestion des ressources naturelles, la notion de bien commun ou encore la privatisation. La situation exposée au Chili peut faire écho à des problématiques similaires rencontrées sur d'autres territoires, et nous alerte sur des dangers inhérents à un système mondialisé de l'économie de marché.

Le format du film est bien adapté, intéressant pour le grand public et facilement exploitable en milieu scolaire.

INTENTION DE LA REALISATRICE

ANAIS MARIOTTI

Interview de Anaïs Mariotti réalisé le 07/05/2024.

Quel est votre parcours et pourquoi avez-vous réalisé ce film documentaire ?

Après avoir suivi une formation en journalisme, j'ai débuté ma carrière dans la presse écrite. Parallèlement, j'ai développé un intérêt pour la vidéo et j'ai commencé à filmer de plus en plus. Lors d'un voyage personnel au Chili, j'ai eu l'opportunité de réaliser un reportage en filmant. Par hasard, je me trouvais dans une région où l'avocat est cultivé. Grâce à un ami franco-chilien, j'ai pu entrer en contact avec un interlocuteur impliqué dans les problématiques liées à la privatisation de l'eau. Ce dernier m'a ensuite présenté d'autres personnes, et au fil de nos échanges, j'ai réalisé des interviews et capturé des images sans rédiger de texte préalable. Le processus de création de ce film s'est donc déroulé de manière atypique. Aujourd'hui, je suis engagée dans des discussions concernant la diffusion du film, tout en travaillant à l'Agence France Presse.

Quel message souhaitez-vous faire passer à travers ce film ?

Dans ce film, mon objectif est de donner la parole aux individus qui sont directement affectés par la privatisation de l'eau au Chili. De plus, je souhaite également faire part de cette parole en Europe concernant la vie des habitants qui sont affectés par notre alimentation et notre consommation, en particulier de l'avocat. Je souhaite inciter à réfléchir à l'origine de nos produits alimentaires et à nos décisions de consommation, afin d'être réellement responsables de nos choix de consommation.

Quels ont été les principaux défis à la réalisation du film ?

Ce film est mon tout premier et personnellement, le défi pour moi est l'environnement général des festivals de cinéma. De plus, j'ai tout fait moi-même, il y a eu donc un grand investissement personnel dans tous les processus pour arriver à la projection de ce film.

Quel élément vous a le plus marque ou surpris pendant le processus ?

Ce qui m'a le plus marqué c'est l'ampleur de la sensibilité du sujet de la privatisation de l'eau au Chili. Même si les enjeux et problèmes endurés par la population locale y sont bien constatés, il est très délicat d'entreprendre des actions touchant cette privatisation de l'eau. J'ai vu des personnes qui ont reçu des menaces directes en militant pour plus de justice sociale pour l'accès à l'eau.

Les parties prenantes du film ont-elles vu le résultat final et quelles ont été leurs réactions ?

Non, ce film n'a pas encore été projeté au Chili.

Avez-vous envisagé une suite pour ce film?

En effet, je souhaite traduire le film en espagnol afin de pouvoir échanger sur les programmes de projection au Chili. Actuellement, je me concentre sur les festivals européens. À travers ce film, je souhaite faire part des liens que nous avons avec d'autres lieux qui ne nous viennent pas forcément à l'esprit.

SÉQUENÇAGE

Introduction

```
00:00:00 à 00:01:30
```

Au Chili, un des pays les plus stables économiquement en Amérique Latine, l'eau est privatisée. Et la situation actuelle accentue les inégalités dans le pays. Certains vivent du monopole de l'eau, d'autres souffrent de la pénurie d'eau.

Ce n'est pas une sècheresse, c'est vol

```
00:01:30 à 00:18:35
```

L'eau est une véritable marchandise. Elle est gérée pour le développement industriel. Les agriculteurs et populations locales n'arrivent plus à s'approvisionner en eau. Les petits producteurs locaux n'ont plus assez de ressources en eau ni pour l'élevage et les cultures vivrières, ni pour les besoins quotidiens. Le paysage a drastiquement changé ces dernières années. La vie quotidienne est marquée par le monopole des grands exploitants d'avocats.

Population locale

```
00:18:35 à 00:20:40
```

Les petits exploitants locaux ne font pas le poids face aux géants producteurs d'avocats. Et leur environnement périt avec eux à cause de la surexploitation des ressources. Leur subsistance devient un parcours de survie quotidien.

Gestion de l'eau

```
00:20:40 à 00:22:38
```

Dans les zones rurales, l'eau est gérée difficilement par des bénévoles des associations locales. Le ratio est misérable.

Résilience et tourisme

```
00 : 22 : 38 à 00 : 25 : 05
```

Le tourisme a été affecté par cette crise de l'eau. Les acteurs du tourisme local développent leurs capacités d'adaptation pour gérer de manière optimale le peu de ressources à leur disposition.

Conclusion

```
00 : 25 : 05 à 00 : 30 : 00
```

Les associations locales œuvrent pour des systèmes de gestion optimale de l'eau à travers le recyclage des eaux usées. Mais leur système présente des limites empêchant une production de ressources nécessaire à l'alimentation de base. Elles luttent donc pour des systèmes de gestion d'eau équitable. Mais au Chili, la répression de la parole est encore assez ressentie à travers les menaces et les barrages contre les investigations journalistiques.

PROTAGONISTES

- Rodrigo Mundaca gouverneur de la région de Valparaiso
- Lorena Donaire fondatrice de l'association pour l'accès à l'eau « Mujeres Modatima »
- Rodrigo Orrego chargé des affaires hydriques de la municipalité de Vicuña (vallée de l'Elqui)
- Alejandra Marin Alvaro gérante du barrage de Puclaro
- Zolia habitante de Petorca
- Rosalba habitante de Petorca
- Kati habitante de Petorca
- Gabriel Prado agriculteur
- Francisca Alvarez opératrice de l'APR à San José de Cabildo

- Veronica Vilchez militante pour l'eau, présidente de l'APR à San José de Cabildo
- Gema Maldonado auberge « Hospedaje Petrochalaco »

POUR ALLER PLUS LOIN

L'eau au Chili

Au Chili, pays confronté à des défis aigus en matière de ressources en eau, la rareté est une réalité prégnante. Avec environ 80 % de son territoire classé comme aride ou semi-aride, le pays présente une pluviométrie moyenne annuelle de seulement 180 mm. Ces données sont fournies par le "Ministerio de Obras Públicas" du Chili, qui surveille et étudie les ressources en eau du pays. La dépendance du Chili à l'égard des sources d'eau non renouvelables, notamment les aquifères souterrains et les rivières alimentées par la fonte des glaciers, est significative, selon des études menées par des chercheurs de l'« Universidad de Chile » et de l' « Universidad de Concepción », qui soulignent la vulnérabilité de ces ressources aux changements climatiques. Le stress hydrique est une réalité majeure au Chili, selon l'Indice de stress hydrique, qui mesure la disponibilité en eau par habitant. Le Chili est l'un des pays les plus touchés par ce phénomène en Amérique latine, selon des rapports de la Banque mondiale et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Enjeux croisés liés à la culture d'avocats

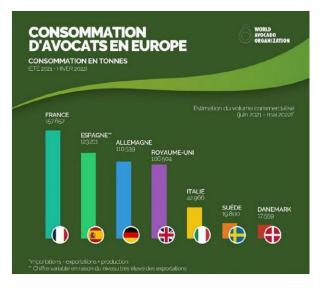
Les conflits fonciers au Chili

Selon les données publiées par le Ministère de l'Agriculture du Chili en 2022, la production d'avocats a connu une expansion rapide au cours des dernières années, entraînant une pression accrue sur les terres agricoles. Cette augmentation de la production a également été associée à une augmentation des conflits fonciers, comme le souligne le rapport du Centre pour l'action sociale et économique (CASEN), une ONG chilienne, publié en 2023. Ces conflits ont souvent opposé les petits agriculteurs aux grandes entreprises agricoles.

Outre les implications sociales, des études menées par l'Institut national de recherche agronomique (INRA) du Chili en 2021 ont révélé que cette expansion conduit à la déforestation, en particulier dans les régions où les plantations d'avocatiers remplacent les forêts naturelles. De plus, la surexploitation des ressources en eau est une préoccupation majeure. Selon une recherche du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) publiée en 2022, les plantations d'avocatiers nécessitent des quantités importantes d'eau, ce qui aggrave la pression sur les ressources hydriques déjà limitées dans certaines régions du Chili.

<u>La consommation de fruits tropicaux en Europe</u>

En réponse à l'explosion de la demande en avocats en Europe et en Amérique du Nord, la production mondiale a triplé en une vingtaine d'année.¹Les Français en consomment en moyenne 2,2 kilos par an et par habitant.² Outre les impacts sociaux et écologiques que cela implique dans les pays producteurs, la consommation de fruits exotiques a également un coût sanitaire, car la culture de ceux-ci comprend bien souvent l'utilisation de pesticides interdits en Europe.



L'environnement socio-politique au Chili

Le néo-capitalisme de l'école de Chicago a été mis en œuvre au Chili sous la dictature de Pinochet (1973-1990) et continue de s'appliquer depuis lors, instaurant un système de libremarché dans lequel l'Etat a peu de place. Toutes les ressources du pays sont dans les mains de quelques propriétaires privés, ce qui empêche une gestion publique de ces ressources. Depuis les vingt dernières années, après le choc laissé par la dictature, l'opinion publique s'exprime à nouveau. Le Chili est marqué par un mouvement croissant en faveur de la démocratisation de l'eau, avec des implications significatives sur les politiques publiques et la gouvernance des ressources hydriques. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de tensions sociales et politiques qui ont émergé ces dernières années dans le pays. En 2019, le Chili a été le théâtre de manifestations massives, déclenchées initialement par des revendications socioéconomiques, mais qui se sont rapidement étendues à d'autres domaines, y compris la gestion de l'eau. Ces manifestations ont mis en lumière les inégalités profondes en matière d'accès à l'eau et ont contribué à galvaniser le mouvement en faveur de la démocratisation de cette ressource vitale. Les revendications du mouvement de démocratisation de l'eau s'articulent autour de plusieurs points clés, dont l'accès équitable à l'eau potable pour tous les citoyens, la protection des ressources hydriques contre la privatisation et la spéculation, et la participation citoyenne accrue dans la prise de décision en matière de gestion de l'eau. Des études menées par des chercheurs de l'« Universidad de Chile » et publiées en 2020 ont mis en évidence les lacunes et les injustices du système actuel de gestion de l'eau au Chili, soulignant notamment les privilèges accordés aux grandes entreprises agricoles et minières en termes d'accès à l'eau. La réponse politique à ces revendications a été mixte. En 2021, le gouvernement chilien a annoncé des réformes législatives visant à renforcer la gouvernance de l'eau et à promouvoir une utilisation plus équitable et durable de cette ressource. Cependant, ces réformes ont été critiquées par des organisations de la société civile telles que le Centre pour l'action sociale et économique (CASEN) comme étant insuffisantes pour répondre aux demandes du mouvement de démocratisation de l'eau. Dans ce contexte, le débat sur la gestion de l'eau au Chili reste dynamique et évolutif, avec des tensions persistantes entre les intérêts économiques, les impératifs environnementaux et les droits des citoyens. L'issue de ce débat aura des implications profondes pour l'avenir socio-politique et environnemental du Chili.

¹ https://theconversation.com/voici-pourquoi-manger-trop-davocats-est-mauvais-pour-la-planete-237147

https://www.freshplaza.fr/article/9485266/la-france-est-le-premier-pays-consommateur-d-avocats-eneurope/

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Profil d'intervenants potentiels

Inviter des intervenants qui connaissent les enjeux Nord et Sud.

- Des collectifs : Bassines Non Merci, Eau de Paris, PSEau ou Programme Solidarité Eau
- Des agriculteurs pour parler de leur gestion de l'eau
- L'agence de l'eau qui gère l'eau sur le territoire
- Des spécialistes de l'irrigation comme des hydrologues
- Les associations sur les projets d'eau et assainissement
- Des gérants de magasins Biocoop concernant l'approvisionnement de l'avocat

Questions pour entrer dans le débat

- La sécheresse est-elle un phénomène naturel ou la conséquence de choix politiques ?
- Comment favoriser une répartition égale de la ressource en eau ?
- L'eau est un bien commun. Qu'est-ce qu'un bien commun ?
- Privatiser un bien commun : une solution pour le préserver ?
- La gestion de l'eau doit-elle être une affaire d'Etat ? Sinon de qui ?
- Quel est l'impact des mobilisations citoyennes autour de l'eau ? (par exemple « Le village de l'eau » au moins de juillet à Melle, dans les Deux-Sèvres). Quel(s) message(s) peut-on retenir de ces évènements ?
- Par quels moyens peut-on éviter l'accaparement et la privatisation de l'eau ?

Lien avec les interdépendances Nord/Sud

- Les aliments bons pour la santé sont-ils forcément bons pour l'environnement ? Faire le lien entre la surconsommation de l'avocat dans les pays du Nord et la monoculture dans les pays du Sud.
- Suez, entreprise française, est propriétaire de 90 % de l'eau au Chili : quelles questions cela pose-t-il sur l'état de nos démocraties ? Et sur la relation entre nos pays ?
- Quelles sont les conséquences de l'usage d'eau salée dans l'agriculture ?
- Peut-on parler de « guerre de l'eau » au XXIe siècle ?
- Quel est le sort réservé aux populations qui ont perdu l'accès à l'eau ? Faire le lien avec les migrations climatiques, et la gestion de ces flux humains.

Idées d'animation avant/après la projection

Retrouvez tous les outils pédagogiques sur alimenterre.orq.

- Quiz : Combien de litres d'eau pour produire un tel ou tel produit ? Combien de litres d'eau consomme-t-on par jour en moyenne par foyer en Chili, et pareillement en France ?
- Fresque de l'eau
- Schéma de présentation des multinationales propriétaires et gestionnaires de l'eau dans le monde et focus sur la privatisation de l'eau
- Outils du Focus 2024 du Festival des Solidarités « Environnement et droit des peuples »
- Invention d'un jeu pour apprendre à mieux gérer et consommer l'eau, avec une mise en situation : « Si vous avez 10L ou autre quantité d'eau par jour, comment l'utiliseriez-vous du réveil au coucher ? »

Ecueils à éviter

- Eviter l'ultralocalisme de la gestion de l'eau
- Eviter de tomber dans le techno-solutionisme de l'irrigation, comme l'agriculture de précision.

Fiches thématiques

Pour préparer le débat nous vous invitons à consulter les fiches thématiques :

Accaparement des terres

Apparu en 2008, le terme « accaparement des terres » ou « land grabbing » en anglais, désigne une acquisition controversée de terres agricoles de grande superficie par des entreprises transnationales et gouvernementales.

Ce phénomène s'inscrit dans un contexte mondial de rétrécissement de l'offre en terres arables, de stress hydrique croissant, et de hausse de la demande alimentaire. Il est également encouragé par le développement des agro-carburants. Pour les investisseurs, ces acquisitions représentent un gain au niveau macroéconomique (augmentation du PIB et des recettes étatiques), ainsi que des aides financières à la production ou consommation d'agro-carburants.

Or, ces accaparements de terres comportent énormément de risques pour les populations locales. En perdant l'accès à ces terres, elles perdent par la même occasion l'accès à leurs moyens de subsistance, engendrant une dégradation de leur sécurité alimentaire.

Que faire face à l'accaparement des terres ? Sécuriser l'accès au foncier, repenser le modèle énergétique et réformer le système agricole et alimentaire sont autant de pistes à travailler en France et dans le monde.

■ <u>L'eau</u>

Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2024 montre comment le développement et le maintien d'un avenir sûr et équitable en matière d'eau sont à la base de la prospérité et de la paix pour tous, et comment la pauvreté et les inégalités, les tensions sociales et les conflits peuvent amplifier l'insécurité hydrique³.

L'eau est un élément vital et indispensable à la production de denrées alimentaires. Elle permet d'assurer les moyens de subsistance de centaines de millions de petits agriculteurs et de communautés rurales dans le monde entier. Selon les projections des Nations Unies, la population mondiale devrait augmenter de 2 milliards de personnes au cours des trente prochaines années, passant de 8 milliards actuellement à 9,7 milliards en 2050⁴. Il faudra alors relever le défi de nourrir plus d'humains avec moins d'eau en raison des conséquences du changement climatique, de la croissance démographique, de l'urbanisation et d'une plus forte compétition pour l'accès à eau. L'eau agricole est de plus en plus accaparée par des acteurs économiques au mépris du droit des paysans.

La question de l'eau fait l'objet d'un des Objectifs de de Développement Durable (ODD n°6). Les pouvoirs publics, les agriculteurs, les villes, les collectivités territoriales, les industries, les organisations non gouvernementales devraient avoir des approches innovantes et plus efficaces en matière de gestion de l'eau au Nord et au Sud. Chaque année le 22 mars « La Journée mondiale de l'eau » attire l'attention sur l'importance de l'eau douce et de la gestion durable de cette ressource naturelle.

La mise en place d'une gestion démocratique, soucieuse de réduire les pressions exercées par les activités humaines est impérative afin de garantir le droit et l'accès à l'eau pour tous. Cette gestion doit nécessairement porter une attention particulière aux communautés les plus vulnérables.

Autres ressources

« Au Chili la base des inégalités est liée à l'appropriation des biens communs » https://fondationdaniellemitterrand.org/rodrigo-mundaca-au-chili-la-base-des-inegalites-est-liee-a-lappropriation-des-biens-communs/

Culture d'avocat et épuisement des ressources en eau (article accessible aux abonés uniquement): https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/09/la-culture-de-l-avocat-epuise-les-ressources-en-eau-du-sud-de-l-espagne 6083389 3244.html

Culture d'avocat et sécheresse en Espagne :

https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/la-culture-de-l-avocat-asseche-l-andalousie-9723506

Les soulèvements de la Terre, <u>« 7 000 personnes venues du monde entier s'organisent au village de l'eau à Melle »</u> juillet 2024. Voir le <u>résumé en vidéo</u>

PAGE 11

³ <u>https://www.unesco.org/fr/days/world-water</u>

⁴ https://www.un.org/fr/global-issues/population

BIBLIOGRAPHIE

L'eau au Chili :

- Chloé Nicolas-Artero, « <u>S'approprier l'eau: Droits, espaces et pouvoirs au Chili</u>. », Les Amériques, Presse Universitaire de Rennes, 2024
- Chloé Nicolas-Artero, <u>« Propriété sur l'eau et production de l'espace. Le cas du fleuve Elqui au Chili</u> », Espaces et sociétés, 2018/3 (n° 174), p. 139-156.
- Jorge Quense, « <u>Changement climatique et dynamique de la végétation dans les</u>
 Andes du Chili central, depuis le milieu du XXème siècle : l'exemple de la vallée de
 Yerba Loca », Milieux et Changements globaux, Université de Grenoble, 2011

Régime politique et économique au Chili :

- Franck Gaudichaud, « <u>La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays</u> <u>laboratoire</u> », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, 2014
- Vidéo Chili : le laboratoire des néolibéraux
- Vidéo de <u>La stratégie du choc</u> du livre de Naomi Klein, 2016

Les conflits fonciers au Chili:

- Ruben Sommaruga, Honor May Eldridge, « <u>Production d'avocat : empreinte hydrique et implications socio- économiques.</u> », *EuroChoices*, 2021, p. i-v, 3-82
- Cécile Faliès, « <u>Vers des territoires rurables dans la région centrale du Chili</u> ? », Agriculture, Durabilité et Territoire, Géocarrefour, 2008

Les mouvements de la Société Civile au Chili :

- Nathalie Jammet-Arias, « Du métro à la rue, de la désobéissance civile à la 'Primera Línea' : l'explosion sociale au Chili en octobre 2019 », 2022
- Chloé Nicolas-Artero, « <u>De l'usage du droit dans les résistances paysannes au Chili</u> », Les Cahiers d'Outre-Mer, 2022/1 (n° 285), p. 53-85

Sur les pesticides dans les produits importés :

• Fiche thématique « Pesticides »





COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

17 rue de Châteaudun Tél.: 33 (0) 1 44 83 88 50 @: info@cfsi.asso.fr F-75009 Paris

www.cfsi.asso.fr